

ARCELOR MITTAL ANNABA HIER ET DEMAIN

Une nouvelle sidérurgie algérienne ?

18 octobre 2001, le complexe d'El Hadjar ainsi que les mines de Boukhadra et d'El Ouenza sont cédés à LNM (devenue ArcelorMittal) à raison de 70% du capital. En ce temps-là, sieur Temmar faisait des siennes. Une idéologie ultralibérale, une volonté politique de détruire les capacités nationales de production, publiques et privées, au profit de l'importation à outrance sévissaient paisiblement.

De son côté, Chakib Khelil épuisait nos précieux gisements de pétrole au profit de firmes américaines et amenait à son apogée la corruption. Amis du président, ils ont installé confortablement un système de prédation qui, aujourd'hui, compromet sérieusement l'avenir de plusieurs générations de notre pays. Il leur a fallu, pour cela, mettre au préalable 4 000 cadres du secteur public en prison et détruire toute velléité de résistance.

Huit cadres supérieurs de Sider, dont le PDG, furent jetés, sans ménagement, comme de vulgaires truands, dans les geôles annabes où ils passèrent 4 ans. Une fois le mal fait, ils furent réhabilités. La belle affaire ! Onze ans après, le bilan de cette cession est catastrophique. Les raisons en sont multiples et n'incombent pas seulement à la multinationale, 8 000 travailleurs du complexe, sur les 16 000, furent invités, voire encouragés, à quitter l'entreprise en empochant une indemnité de 300 000 DA. Sans discernement aucun des profils, des compétences et de l'expérience, cette politique dite de «départ volontaire» avait vidé cette immense usine de son capital le plus précieux : l'homme.

SNS puis Sider avaient, en effet, un réseau impressionnant de centres de formation, des centaines de cadres formés coûteusement à l'étranger et surtout des procédures de travail et des gammes opératoires excellentement élaborées

et respectées. Une deuxième opération similaire a eu lieu en 2007, cette fois-ci, sous la houlette d'ArcelorMittal Annaba (AMA) et concerna 2 400 agents avec une indemnité de départ plus substantielle. Dans les années 1980, Sider, comme toutes les sociétés nationales, fut victime d'une politique de l'emploi populiste, de prix administrés, de restructurations malheureuses successives et surtout d'un système bancaire bureaucratique et non stimulant pour l'économie.

Tout en se basant sur des symptômes réels, le diagnostic fait, sur l'état de nos entreprises et de notre économie, était faux et le remède encore plus.

La nouvelle politique industrielle des années 2 000 a été encore plus désastreuse. Dans ce contexte, ArcelorMittal, pour sa part, importa sa politique d'appropriation des groupes mafieux en Kazakhstan. Elle se délesta de la fonction de recrutement au profit d'un scélérat syndicaliste qui recruta plus de 2 000 employés de son cru, qui eut à gérer les nominations de directeurs d'unité et à imposer les sous-traitants de l'entreprise. Ce dernier a fini riche député et son successeur aussi. 2012, le

bilan est tragique ; ArcelorMittal Annaba (AMA) souffre de graves problèmes financiers et de trésorerie, les installations industrielles sont vétustes, le management est médiocre à tous les niveaux (direction générale et unités), une «perte de 33 millions de dollars avant amortissement, intérêts d'emprunt et taxes, une dégradation de la balance trésorerie (cash-flow) de 80 millions de dollars, une production de 580 000 tonnes et aucune perspective en termes de redressement»*, le climat social est insupportable et la représentation des travailleurs illégitime. AMA est sur le point de déposer le bilan. A l'initiative d'un groupe de travailleurs et en dehors de tout cadre officiel, une pétition adressée au premier ministre (Ouyahia) lui fait part de la situation du complexe. Nous pouvons y lire : «Pour notre part, c'est une réduction de moitié de nos effectifs, dans un premier temps, qui est envisagée ; c'est aussi la fermeture de la «zone chaude» (PMA, hauts fourneaux et aciéries à oxygène) qui est recherchée et mise en œuvre de manière contrebandière. Il ne

serait pas surprenant que la fermeture définitive du complexe, avec aucune possibilité de reprise, soit l'objectif final ciblé. Sans ingérence dans votre politique industrielle, le Premier ministre, et considérant la vulnérabilité de notre économie et de nos institutions, vous trouverez, à ne point en douter, légitimes et fondées nos inquiétudes quant à l'avenir du complexe sidérurgique d'El Hadjar, de nos emplois et ceux de nos enfants et à la stabilité d'une région constituée d'au moins quatre wilayas.

Contrairement à l'Europe, les besoins de l'Algérie en acier sont en constante augmentation. ArcelorMittal souhaite exporter notre minerai de fer et nous vendre, à prix coûtant, l'acier fabriqué ailleurs.» Dans les faits, en

2012, l'Algérie perdait sa sidérurgie. Les Qataris, qui semblaient jouir d'un soutien politique en Algérie, en profitèrent pour tenter de s'accaparer de Bellara et d'y installer un complexe sidérurgique en exigeant les mêmes avantages honteusement concédés à l'époque à LNM (ISPAT).

Les négociateurs algériens, forts d'un appui, non démenti jusque-là, du nouveau gouvernement et du discours de promotion industrielle ainsi que de l'expérience de l'aventure AMA, ont développé une approche «gagnant-gagnant» qui n'a pas manqué de surprendre leur partenaire venu en conquérant.

Par ailleurs, dans la même logique, un plan de relance industrielle et la création d'une «deuxième sidérurgie» est proposé à ArcelorMittal comme alternative au dépôt de bilan et au processus de liquidation. La reprise pure et simple du complexe, par l'Etat, ne pouvait aucunement être envisagée car excessivement et inutilement coûteuse et pas moins hasardeuse.

2013 est, peut-être, la naissance d'un redéploiement sidérurgique audacieux, tant attendu, devant couvrir, à l'horizon

2020, 80% des besoins nationaux en produits sidérurgiques contre moins de 10% aujourd'hui. Ce plan national, s'il n'est pas contrarié par des facteurs politiques, implique de nouveaux choix stratégiques et technologiques. L'exploitation traditionnelle du minerai de Boukhadra et d'El

Ouenza, en fin de gisement, et sa transformation par la «zone chaude» du complexe d'El Hadjar (cokerie, haut fourneau, aciéries à oxygène), technologie coûteuse à cause de la cherté du coke importé et dont les installations sont vieillissantes, est condamnée à disparaître dans quelques années.

La filière électrique qui utilise la ferraille et les «préréduits», communément appelés éponge de fer, en sera l'alternative. Les stocks de ferraille étant insuffisants, l'Etat aura à assurer l'approvisionnement en préréduits de l'ensemble des unités sidérurgiques nationales, publiques, mixtes et privées. A cet effet, une nou-

velle entité, Feral, dont les actionnaires ne sont autres que Sider, Manal et Sonatrach, aura la charge de produire cette matière première via l'exploitation des immenses gisements de minerais de fer de Gara Djebilet, et de Mecheri Abdelaziz (Tindouf). Le préréduit est un semi-produit obtenu par réduction directe du fer (DRI : Direct Reduced Iron)) et dont la technologie utilise le gaz naturel comme énergie. Nous devinons aisément les avantages de ce procédé pour l'Algérie. Pour le complexe d'El Hadjar, orienté jusque-là vers les produits plats, le plan d'investissement prévoit le développement de nouvelles lignes de production de produits longs (besoin prédominant dans le marché national), la réhabilitation de la filière fonte et la moder-

A cet effet, une nouvelle entité, Feral, dont les actionnaires ne sont autres que Sider, Manal et Sonatrach, aura la charge de produire cette matière première via l'exploitation des immenses gisements de minerais de fer de Gara Djebilet, et de Mecheri Abdelaziz (Tindouf). Le préréduit est un semi-produit obtenu par réduction directe du fer (DRI : Direct Reduced Iron)) et dont la technologie utilise le gaz naturel comme énergie. Nous devinons aisément les avantages de ce procédé pour l'Algérie.

Un «pacte d'actionnaires», pratique courante dans le monde, engage Sider et ArcelorMittal sur l'ensemble du plan d'investissement et sur la démarche à adopter. L'essentiel de ce pacte détermine les statuts de la nouvelle entité ArcelorMittal Algérie (AMA). Le maintien du libellé de la multinationale permet à la nouvelle entreprise de bénéficier des avantages et conventions des filiales d'ArcelorMittal notamment auprès des fournisseurs et autres prestataires.

Ailleurs, cet avantage est monnayé. Le

Par Hocine Benmedakhene

financement de ce projet est de l'ordre de 700 millions de dollars avec un apport initial de 120 millions de dollars (84 d'ArcelorMittal et 36 de Sider). Les actions sont détenues à majorité par Sider (51%). Par conséquent, le centre de décision ne sera plus au Luxembourg, mais à Chaiba (Annaba). S'il est convenu qu'ArcelorMittal propose le directeur général (serait-il Chinois), le conseil d'administration, à majorité Sider, demeure comptable et souverain quant au choix des dirigeants et des actes de gestion. Affirmer que le management revient exclusivement à ArcelorMittal est une aberration.

Les compétences techniques et managériales manquantes seront puisées dans le réservoir des potentiels «retraités» locaux ou nationaux en accompagnement de l'encadrement existant au sein de l'usine, et ce n'est qu'après épuisement des possibilités qu'il sera fait appel aux étrangers. Un partenariat sain est négocié en fonction des atouts de chaque partenaire et pour le profit de chacun ; c'est un travail en commun pour investir et rentabiliser une entité économique dans le respect des priorités et choix respectifs. L'adversité y est une exception et non une règle. Notons aussi que dans le cas du complexe d'El Hadjar, le terme de renationalisation est impropre et revêt plus une connotation idéologique démagogique qu'une vérité économique. Il s'agit plus d'un réaménagement du capital et du partenariat en vue de donner vie à une entité économique viable, structurante et pérenne dans l'intérêt bien compris de tous.

Il est vrai, que ce redéploiement, s'il venait à réussir, ne ferait ni l'affaire des gros importateurs de ronds à béton ni celui de ceux qui rêvent de conquérir l'Algérie avec leurs pétrodollars. Elle est surprenante cette campagne de médias qui crie à l'arnaque et qui se couvre d'un patriotisme douteux en offrant généreusement des contrevérités et des raisonnements contre-faisants. Les mêmes «experts», qui nous tarabustaient en 2012 de slogans, analyses

boiteuses et sentences irrévocables («une entreprise non rentable ferme»), aujourd'hui, reviennent à la charge, sans pudeur, pour nous alerter et dénoncer la dilapidation des biens de l'Etat (?) allant jusqu'à traiter ces cadres qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes, sans espérer fanfares et gloire, pour transformer le cauchemar en rêve et qui ont payé très chèrement leur juste attachement au secteur public... d'antinationaux ! Les charognes, en manque de plan de charge, s'ils n'avaient pas créé, par leur cacophonie, une immense confusion dans l'opinion de patriotes réels, n'auraient pas

mérité d'être cités. Malheur à celui qui lançât la première pierre ! Parions que leur prochaine victime sera le nouveau plan de relance de l'industrie du textile et que la bataille sera encore plus farouche au vu des enjeux. Se méfier du pouvoir politique qui a dilapidé notre identité et notre patrimoine est une attitude saine ; fragiliser encore plus le potentiel de résistance et d'espérance nationales est simplement d'un opportunisme antinational.

H. B.

hocinebenmedakhene@yahoo.fr